

Institut Rideau

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Une décennie après les événements du 11 septembre 2001, encourager les dépenses militaires sans limites ne fait qu'accroître les difficultés du chômage élevé et liées aux grands déficits. Il faut harmoniser le budget de la Défense nationale avec les difficultés actuelles qui confrontent le Canada dans le monde. Le budget 2012 a réduit les dépenses en matière de défense d'environ 1,4 milliard de dollars constants (environ 800 millions de dollars en termes nominaux). La plus grande partie de cette réduction vient d'une diminution des coûts marginaux prévus de la mission en Afghanistan et des autres missions internationales (508 millions de dollars) et du transfert de programmes permanents à d'autres parties du gouvernement (création de Services partagés Canada : 306 millions de dollars; autonomie du Centre de la sécurité des télécommunications Canada qui est devenu un organisme distinct : 389 millions de dollars). Ensemble, ces changements représentent environ 1,2 milliard de dollars de la réduction. Mais le reste de la diminution, soit environ 188 millions de dollars, représente bien une baisse réelle d'environ 0,9 % du pouvoir d'achat du budget de la Défense nationale. En même temps, le gouvernement demeure résolu à poursuivre des programmes d'approvisionnement coûteux comme celui du F-35. Il est de plus en plus clair que les plans d'approvisionnement énoncés dans la Stratégie de défense Le Canada d'abord n'auraient pas été abordables même avec les augmentations du budget de la défense promises dans le document en question. Le gouvernement canadien n'a pas les moyens d'augmenter le financement de la défense année après année pendant encore une décennie et demie. Deuxièmement, le renforcement des capacités militaires au cours de la dernière décennie a permis aux programmes d'acquisition d'équipements militaires d'échapper à une surveillance adéquate. Il faut plus de surveillance parlementaire de l'approvisionnement. La confusion qui entoure le processus d'approvisionnement du chasseur furtif F-35 reflète ces problèmes. Recommandations : • Continuer de réduire le budget de la défense d'environ 1,2 milliard de dollars (dollars 2012) au cours de la prochaine année financière. Poursuivre cette réduction chaque année jusqu'à l'année financière 2016-2017 avec l'objectif de retourner aux niveaux d'avant le 11 septembre 2001. • Annuler le projet du F-35. • Affecter l'argent ainsi économisé aux programmes et aux investissements sociaux. • Examiner les dépenses prévues d'équipement pour assurer que les projets sont encore conformes aux priorités de la politique de défense nationale du Canada. • Accroître la surveillance en établissant un comité ou un sous-comité parlementaire responsable des grands projets de la Couronne.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Les retombées industrielles régionales sont un élément clé des marchés publics. Les dispositions à cet égard énoncent comment un marché contribuera à l'économie canadienne par l'entremise d'investissements et de l'accroissement de l'activité économique. Mais le programme du F-35, l'un des plus importants programmes prévus d'approvisionnement de l'histoire canadienne, ne contient pas d'exigence de compensation au titre des retombées industrielles régionales. Même pour les projets d'approvisionnement existants, il n'y a pas suffisamment d'information disponible sur les avantages que l'approvisionnement militaire procure aux Canadiens. Les sociétés ont le loisir de combiner les retombées industrielles régionales « directes » et « indirectes »; cela signifie que les avantages procurés par l'approvisionnement militaire peuvent être en réalité très mineurs dans certains cas. Plus de transparence aiderait à créer et à maintenir des emplois de haut niveau chez nous au Canada. Dans la même veine, nous devons aider les entreprises canadiennes à faire la transition de l'industrie de la défense vers d'autres marchés. De nombreux gouvernements partout dans le monde réduisent leurs dépenses de défense. Le Canada devrait encourager son industrie de l'aérospatiale, qui se distingue à l'échelle mondiale, à continuer de se concentrer sur le marché commercial à long terme. Le gouvernement canadien peut le faire en soutenant cette industrie dans les négociations commerciales. Recommandations : • Maximiser le contenu canadien, les retombées avantageuses et les compensations de production de l'approvisionnement d'avions militaires et civils. • Accroître la transparence des marchés publics en fournissant de l'information sur les avantages industriels particuliers pour le Canada. • Travailler avec les constructeurs d'avions et leurs clients canadiens pour améliorer le contenu canadien des grands achats intérieurs d'avions. • Mettre les retombées industrielles régionales directes et indirectes à profit pour soutenir des secteurs ciblés de l'industrie canadienne qui offrent un potentiel de croissance élevé. • Aider l'industrie de l'aérospatiale à se désengager des marchés de la défense afin de se tourner vers les marchés commerciaux. • Soutenir l'industrie de l'aérospatiale dans les négociations commerciales en insistant sur la réciprocité pour les biens aérospatiaux.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Le Canada doit s'assurer de doter ses travailleurs des compétences nécessaires pour continuer de participer à l'économie mondiale. Nous avons besoin de meilleurs programmes de formation professionnelle pour les jeunes travailleurs et les plus vieux aussi. L'industrie canadienne a émergé d'une période de difficultés économiques sérieuses, grâce aux compétences et à l'organisation de sa main-d'œuvre. L'industrie de l'aérospatiale est un excellent exemple d'industrie offrant des réactions en chaîne importantes. Les études internationales indiquent qu'il y a en moyenne cinq emplois en tout qui dépendent de chacun des emplois directs d'un grand centre de fabrication du secteur de l'aérospatiale. Les investissements et les politiques qui favorisent la création d'emplois dans l'aérospatiale comportent beaucoup d'avantages à long terme pour l'économie. Recommandations : • Fournir un soutien public ciblé pour des stages bonifiés dans l'aérospatiale et renforcer le mécanisme de reconnaissance des compétences transférables.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

L'économie du Canada est en changement structurel et est devenue beaucoup plus dépendante de l'exportation des ressources brutes. Nous avons besoin de sociétés canadiennes qui vont ajouter de la valeur à nos exportations. Et nous avons besoin d'une économie qui génère des emplois de haut niveau innovateurs et bien rémunérés. Pour cela, le Canada devrait s'orienter vers une « politique de développement sectorielle », ciblant et favorisant l'investissement et les exportations dans des secteurs importants de l'économie. Recommandations : • Mettre les entreprises canadiennes à l'abri des prises de contrôle néfastes par des intérêts étrangers, en améliorant la *Loi sur Investissement Canada* pour mettre en place des directives transparentes et s'assurer que ces investissements produisent des avantages concrets pour le Canada. • Accroître les investissements ciblés dans les industries clés, comme l'aérospatiale, l'automobile et la fabrication écologique.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, le Canada a entrepris de nouvelles opérations militaires internationales avec d'autres pays, et il s'est lancé dans une longue liste d'acquisition d'équipement et d'armes, en modernisant aussi ses programmes. Dix ans plus tard, il est clair que les plus grands périls pour la sécurité des Canadiens ne sont pas militaires, mais économiques. Les gouvernements du monde réduisent graduellement les missions militaires (comme celle en Afghanistan), et ce sont maintenant le règlement de la crise financière mondiale et les mesures à prendre pour assurer le rétablissement économique pour leurs citoyens qui les préoccupent. Il faut rajuster les dépenses militaires pour refléter cette nouvelle réalité. Il faut également réduire les projets ambitieux de biens d'équipement et accroître la surveillance parlementaire de ces programmes de dépenses pour assurer de les gérer avec le plus d'efficacité et d'efficacité possible pour les contribuables. À propos de l'Institut Rideau – créé en 2006, l'Institut Rideau est un groupe de recherche, d'intérêts et de consultation sans but lucratif, apolitique et indépendant basé à Ottawa.